

Turkey and Its Neighbours. Foreign Relations in Transition,
Ronald H. LINDEN et al., 2011, Londres, Lynne Renner
Publishers, 258 p.

Deniz Akagül

Volume 43, Number 3, September 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1012826ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1012826ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Akagül, D. (2012). Review of [*Turkey and Its Neighbours. Foreign Relations in Transition*, Ronald H. LINDEN et al., 2011, Londres, Lynne Renner Publishers, 258 p.] *Études internationales*, 43(3), 480–482. <https://doi.org/10.7202/1012826ar>

adoptée par le Conseil européen en 2000 dont le long processus jusqu'à son adoption est d'ailleurs fort bien présenté par Terri E. Givens et Rhonda Evans Case au chapitre 8. Rendant justice à toute la complexité du phénomène, les auteurs font état des obstacles institutionnels, structurels et idéologiques à la représentation politique des minorités, tout en reconnaissant les avancées en matière d'intégration politique. Celles-ci se manifestent aussi bien par l'augmentation d'élus d'origine non européenne que par le fait que les immigrants ne votent pas mécaniquement pour un membre de leur communauté, mais se posent en citoyens en appuyant le candidat le plus susceptible de défendre leurs intérêts, qu'il soit du groupe majoritaire ou d'une communauté minoritaire.

De façon à la fois synthétique et dense, cet ouvrage présente un survol réussi des récents développements en matière d'intégration et de représentation politiques des minorités en Europe de l'Ouest et offre au final une perspective comparative fort instructive avec la situation états-unienne. La méthodologie est de qualité, les auteurs employant l'analyse de discours, des données d'opinion publique et des entrevues avec les élites. De plus, plusieurs chapitres proposent des typologies et des hypothèses stimulant la réflexion et offrant des outils d'analyse pour l'étude d'autres situations nationales. Toutefois, la question du racisme est abordée de façon inégale, certains la plaçant au cœur de l'analyse et d'autres la laissant en plan, proposant de ce fait des articles trop peu critiques, malgré leur qualité descriptive indéniable.

Mathieu FORCIER
 Département de sociologie
 Université du Québec à Montréal

ANALYSE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Turkey and Its Neighbours. Foreign Relations in Transition

*Ronald H. LINDEN et al., 2011,
 Londres, Lynne Renner Publishers,
 258 p.*

L'ouvrage collectif dirigé par Ronald H. Linden s'interroge sur l'évolution de la politique extérieure de la Turquie, en particulier à l'égard de ses voisins, depuis le changement de pouvoir intervenu au début des années 2000. La diplomatie turque étant qualifiée de « proactive » par les uns ou de « néo-ottomane » par d'autres, les analyses sont d'accord pour souligner, au tournant des années 2000, son activisme qui suscite des questionnements multiples. S'agirait-il d'un renouveau dans lequel interviendraient des facteurs à l'échelle interne, régionale ou mondiale ? Y aurait-il l'entame d'une réorientation aux dépens du bloc occidental ? Quelle est la place de l'Europe dans les nouvelles orientations ? Sur le plan intérieur, quels sont les éléments qui permettent de légitimer l'activisme et la régionalisation dont la politique étrangère de la Turquie a fait l'objet ces dernières années ?

L'un des constats effectués par les auteurs est que la Turquie n'est plus indifférente à son environnement régional et qu'elle est désormais affectée par ce qui s'y passe, voire, dans certains cas, profondément impliquée. Pour comprendre cette évolution, les analyses distinguent deux types de facteurs explicatifs : externes et internes. Parmi les facteurs externes, c'est la mondialisation qui est mise en avant. Celle-ci se manifeste tout d'abord dans sa dimension économique, à travers les

interdépendances qu'elle a générées. Plus intégrée à l'économie mondiale, la Turquie a besoin de sécuriser ses débouchés extérieurs ainsi que les flux de capitaux. Elle est également dépendante de l'extérieur pour les deux tiers de sa consommation d'énergie. Dans sa dimension politique, la mondialisation, avec le développement des technologies de l'information, semble pousser le gouvernement turc à se montrer plus sensible à l'opinion publique internationale. En même temps, dans le cadre de la thèse de « choc des civilisations », les initiatives des grands acteurs comme les États-Unis ou l'Union européenne (UE) exercent une grande influence sur les relations de la Turquie non seulement avec ces puissances, mais aussi avec les pays de la région. Les tergiversations de l'UE ont fini par influencer aussi bien les rapports de force internes en Turquie que l'attitude de celle-ci envers ses voisins, soit en l'encourageant ou en la décourageant dans ses relations avec les Balkans ou avec le Proche-Orient. Enfin, dans la région de la mer Noire, devenue plus centrale stratégiquement, la présence de la Russie en tant que puissance régionale constitue un autre facteur externe important, comme l'a si bien démontré l'intervention militaire russe en Géorgie en 2008. Très sensible comme principal investisseur et partenaire commercial de la Géorgie, la Turquie n'était pourtant guère en mesure de contester Moscou, dans la mesure où la Russie est son partenaire commercial le plus important et sa principale source d'approvisionnements énergétiques.

L'évolution des initiatives diplomatiques d'Ankara envers ses voisins s'explique également par des facteurs internes, parmi lesquels figure en

premier l'arrivée au pouvoir de l'AKP (Parti de la Justice et du Développement) en 2002 qui inaugure une période dominée par une seule formation politique, en contraste avec la période précédente caractérisée par des gouvernements de coalition instables. Si la période ayant précédé l'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE en 2005 est marquée par des efforts de démocratisation, ceux-ci cèdent la place à des initiatives plutôt autoritaires. Or, comme le font remarquer une partie des analyses effectuées dans cet ouvrage, les implications internationales de l'évolution vers plus ou moins de démocratie sont multiples. Tout d'abord, cela signifie une plus grande implication des acteurs de la société civile dans les questions de relations extérieures. À côté des acteurs qui viennent du monde des affaires, des syndicats, des ONG, ou des *think tanks*, on observe des lobbies fondés tantôt sur l'origine ethnique (comme les Abkhazes), tantôt sur l'idéologie (comme les nationalistes s'opposant à la normalisation des relations avec l'Arménie). Ensuite, de façon plus générale, peut-être pour la première fois dans l'histoire, les dirigeants turcs sont conscients de l'impact de la politique étrangère sur l'opinion publique et, par voie de conséquence, sur leurs perspectives de réélection. Enfin, l'analyse des facteurs internes tient compte du rôle des idées qui trouve sa traduction dans la doctrine du professeur Ahmet Davutoglu, conseiller du premier ministre en politique étrangère d'abord, puis ministre des Affaires étrangères. Cette doctrine destinée à assurer une « profondeur stratégique » à la Turquie permet de comprendre la plupart des initiatives diplomatiques, même si celles-ci n'atteignent pas les objectifs

fixés. Sur le même registre, un autre facteur potentiellement puissant renvoie aux considérations identitaires faisant de la Turquie l'héritier de l'Empire ottoman. Cette perception de soi influencerait son modèle de voisinage, même si le ministre Davutoglu s'emploie à rejeter fermement l'usage du terme « néo-ottoman » pour qualifier sa doctrine.

Constitué de dix chapitres ayant fait l'objet de communications dans les conférences annuelles de l'Association des études internationales, du Conseil des études européennes et de l'Association américaine de science politique, cet ouvrage constitue une contribution originale et très utile à la littérature sur la question. Les analyses qui s'inscrivent dans une perspective pluridisciplinaire évitent de s'enfermer dans un cadre théorique unique, constructiviste ou réaliste. La complexité des analyses qui y sont menées ainsi que la rigueur de la démarche n'empêchent pas pour autant de s'adresser à un public relativement large, allant des spécialistes du pays aux non-initiés.

Deniz AKAGÜL

*Faculté des sciences économiques et sociales
Université Lille 1*

Shifting the Balance. Obama and the Americas

Abraham F. LOWENTHAL, Theodore J. PICCONE et Laurence WHITEHEAD (dir.), 2011, Washington, DC, Brookings Institution Press, 193 p.

L'originalité de *Shifting the Balance*, qui s'inscrit dans le cadre de la littérature traitant à la fois des États-Unis, de l'Amérique latine et des Caraïbes dans un contexte de relations internationales, est de présenter une première évaluation de l'approche et des priorités

du président des États-Unis, Barack Obama, à l'égard de l'Amérique latine et des Caraïbes depuis son arrivée à la tête du pays en 2009.

Certains observateurs constatent que les priorités hémisphériques annoncées par l'administration américaine sont marquées par l'absence de résultats concrets et visibles. D'autres, dont les auteurs de l'ouvrage recensé, y voient des signes positifs. En effet, l'administration Obama aurait réussi à transformer certaines politiques et aurait fait le choix d'un langage favorisant la collaboration et le partenariat plutôt que la confrontation.

Devant d'importants problèmes à l'interne (récession économique, hausse du chômage, crise des institutions financières, etc.) ainsi qu'à l'étranger (deux guerres impopulaires, la menace constante d'Al-Qaeda, les relations tendues avec la Russie, les nombreux défis que pose la Chine, etc.), rares sont ceux qui ont prédit que le président Obama consacrerait beaucoup d'attention à ses partenaires latino-américains. D'autant plus que, durant la campagne présidentielle de 2008, le candidat Obama a très peu parlé de la région.

Selon Lowenthal, bien que les pays de l'Amérique latine soulèvent peu d'enjeux pressants pour la puissance américaine, le président Obama s'est engagé dès le début de son mandat à l'égard de cette région. La perception au sein de la nouvelle équipe dirigeante était que certains pays, notamment le Mexique, sont d'une importance croissante pour l'avenir des États-Unis.

La politique latino-américaine d'Obama a certes suscité une réaction positive et enthousiaste. Toutefois, elle